



PRÉFET DES HAUTES-ALPES

Liberté
Égalité
Fraternité

Commune de Freissinières

dossier n° DP 005 058 23 H0015

date de dépôt : 05 juin 2023

demandeur : SAS ALTICIME INVEST, représentée
par Monsieur PELLEGRIN Bruno

pour : un changement de destination

adresse terrain : 160 rue du Méant, à Freissinières
(05310)

date avis de dépôt : 05 juin 2023

ARRÊTÉ

de non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable au nom de la commune de Freissinières

Le maire de Freissinières,

Vu la déclaration préalable présentée le 05 juin 2023 par la SAS ALTICIME INVEST, représentée par Monsieur PELLEGRIN Bruno demeurant 10 RUE de la Magdeleine, L'Argentière-la-Bessée (05120);

Vu l'objet de la déclaration :

- pour un changement de destination sans aucune modification de l'aspect extérieur ;
- sur un terrain situé 160 rue du Méant, à Freissinières (05310) ;
- pour une surface de plancher créée de 384 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les pièces fournies en date du 19 juillet 2023 ;

Vu plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Freissinières approuvé le 04/04/2011, modifié le 04/07/2013 (modification n°1) et révisé le 04/07/2013 (révisions simplifiées n°1, 2 et 3) et mis en révision le 28/12/2015 ;

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels de la commune de Freissinières approuvé en date du 23/10/2015 ;

Vu l'avis de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine des Hautes-Alpes en date du 24/06/2023 ;

Vu l'avis du SYME 23-285 en date du 27 juin 2023 ;

Considérant que ce projet de changement de destination n'apporte aucune modification de l'aspect extérieur ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

L'Architecte des Bâtiments de France donne son accord dans la mesure où il n'y a pas de modification de l'aspect extérieur. Dans le cas contraire un nouveau dossier devra être déposé.

Article 3

Le projet nécessite une extension de réseau **Bt d'environ 40m**, pour une puissance de raccordement de **68 Kva**,(dossier instruit par les services d'ENEDIS), sous réserve de l'obtention des autorisations de passage.

Le coût de l'extension sera mis à la charge du pétitionnaire au titre de l'alinéa 3 de l'article L332-15 du code de l'urbanisme.

A Freissinières
Le 02 août 2023

Le maire,
Cyrille DRUJON D'ASTROS



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.